

# **LA QUALITE DANS L'ACTION HUMANITAIRE :**

## **APPUI A LA CAPITALISATION DES INTERVENTIONS LIEES AUX CATASTROPHES NATURELLES.**

### **LE CAS DU SALVADOR APRES LES SEISMES DE 2001.**

#### **1- OBJECTIF DE CETTE ETUDE :**

La gestion des interventions liées aux grandes catastrophes naturelles pose un certain nombre de défis aussi bien aux acteurs de l'urgence que du développement. Le groupe URD, en tant que groupe de recherche opérationnel sur les pratiques humanitaires a initié en 1998, un projet de recherche opérationnel dont la première phase s'est déroulée en 1998-2000 suite à la l'ouragan Mitch. Une deuxième phase est en lancement, appliquée au cas du Salvador après les séismes de 2001. Pour cela, nous avons identifié et hiérarchisé trois objectifs :

1. Capitaliser les expériences et appuyer les ONG dans leur démarche de renforcement des compétences.
2. Associer la réflexion à l'élaboration de recommandations pour l'action.
3. Si divers éléments se réunissent, élaborer un projet opérationnel liant ONG d'urgence et de développement. La réalisation de cet objectif pourrait constituer l'aboutissement de cette démarche et ainsi devenir un nouveau référent<sup>1</sup>[1] en la matière.

#### **2- CADRE GENERAL DE L'ETUDE :**

##### ***Justification de l'étude :***

Ouragans, sécheresses, inondations, cyclones, tremblements de terre..., ces dernières années, les catastrophes dites « naturelles » semblent se multiplier. La croissance de la population, l'accroissement des écarts sociaux, la saturation des terres agricoles et constructibles ont entraîné une vulnérabilité croissante d'une frange importante des habitants de ces pays. Les dégâts humains et matériels de ces crises s'accroissent tandis que les activités post-désastres représentent des budgets de plus en plus importants. Les ONG sont donc appelées à soutenir et à gérer de plus en plus de programmes dans le cadre de ces catastrophes. Ces contextes particuliers de sortie de crise et de potentiel retour à la crise (catastrophes naturelles récurrentes) présentent des défis particuliers pour l'action (nécessaire prévention des risques, lien urgence-développement, etc..). Devant la complexité de la gestion de ce type de situation,

---

les ONG sont conscientes de leur responsabilité vis à vis des bailleurs de fonds comme des bénéficiaires et tentent de toujours améliorer leurs pratiques. Les séismes qui ont frappé le Salvador en ce début d'année 2001 ont motivé une mobilisation des acteurs de la solidarité internationale, en support des actions nationales.

### *Une suite des travaux post-Mitch*

Pour cela, l'une des méthodes de travail consiste à capitaliser les expériences afin d'en tirer les leçons pour guider les actions futures. C'est dans ce cadre là que l'étude « post-Mitch » avait été mise en place, initiée par le Groupe URD en 1998, en partenariat avec différentes ONG et au sein de la Task Force Mitch. Une série de premiers résultats avait alors été restituée aux partenaires<sup>2</sup>[2]. Dans le même temps, un projet de suivi, de validation de certaines hypothèses émises et d'élaboration de matériel pédagogique se poursuivait. Les tremblements de terre au Salvador ont réactualisé ces travaux et appellent à une continuation de ce travail d'apprentissage collectif

### **Intégrés dans la démarche Qualité**

L'exigence de qualité, par ailleurs, correspond à un véritable défi pour les organisations humanitaires. Dans ce cadre, un projet plus global mais en lien direct avec la démarche de capitalisation sur la gestion des catastrophes naturelles a été initié en 2001. Le « Projet Qualité »<sup>3</sup>[3], projet de recherche interassociatif, qui a pour objectif de déterminer les outils pour l'analyse, le diagnostic, la conception, l'action et l'évaluation ainsi que les processus de capitalisation des expériences, de création de mémoires techniques, d'évolution institutionnelle, de formation des acteurs humanitaires. Dans ce projet, une méthode d'analyse sur trois contextes particuliers est proposée : crises aiguës, crises qui durent et sorties de crise.

C'est donc dans le double cadre de la continuation de la dynamique post-Mitch (capitalisation des actions post catastrophes naturelles) et du projet Qualité (dans son volet sortie de crise) que s'inscrit la démarche proposée pour le Salvador.

### **3. LES AXES DE RECHERCHE OPERATIONNELLE ET DE CONCERTATION ENVISAGEABLES**

La réflexion est pour l'instant structurée autour de trois grands axes techniques et de quatre axes transversaux.

La définition et le choix des axes techniques *Habitat – Santé - Sécurité alimentaire et économique* ont été guidés par le fait qu'ils sont très étroitement liés avec ce qui définit les besoins élémentaires de la population.

Les axes transversaux sont quant à eux, ce que nous considérons pour l'instant, et dans le contexte précis du Salvador, comme les éléments fondamentaux de la dynamique Urgence-Développement :

---

- *Le passage de la gratuité à la prise en charge*
- *La coordination et la participation*
- *L'analyse des dynamiques de déplacement des populations*
- *Le cycle de la gestion des catastrophes et la prévention*

## **Les axes techniques :**

### ***Habitat - Foncier – Planification***

Parce que ces trois thèmes sont étroitement liés<sup>4</sup>[4] et qu'il est nécessaire de délimiter des axes thématiques afin de structurer notre travail de recherche, nous avons décidé d'élargir la réflexion sur la thématique de l'habitat tout en intégrant les questions foncières et de la planification.

La vulnérabilité sociale et économique d'une majeure partie de la population est l'un des facteurs qui avait installé le Salvador dans la guerre civile. Les besoins élémentaires de la population en terme de sécurité, de stabilité et la protection, ont mis en relief dès le moment de la signature des Accords de Paix, la priorité à porter sur la question de l'habitat. L'installation durable de personnes dans des abris qui ne permettent pas de créer l'environnement le mieux adapté au mode de vie d'un peuple apparaissait déjà comme un obstacle à la nécessaire construction d'une "paix sociale". Les tremblements de terre des mois de janvier et février 2001 qui ont détruits 149 528 habitations et en ont endommagés 185 338 autres<sup>5</sup>[5], réactualisent ainsi cette problématique. Par ailleurs, les micro-entreprises, qui jouent souvent un rôle de "filet social" très important (et qui sont bien souvent intégrées avec le logement) ont de fait, été lourdement touchées puisque les recensements révèlent que 41 000 d'entre elles ont été détruites.

Face aux énormes besoins actuels et à la faible capacité de construction du secteur formel, à la livraison d'habitat sommaire ou à de simples abris temporaires par les ONG, l'amélioration de l'habitat va devenir un enjeu. Pour cela, il faudra donc assurer la sécurité foncière pour canaliser l'épargne des communautés susceptible d'être orientée et investit dans des systèmes d'amélioration de l'habitat. Par ailleurs, la question foncière est prégnante dès lors que s'engage la construction de nouveaux "établissements humains" (voir étude post-Mitch du Groupe URD).

Parallèlement, l'utilisation de matériaux socialement appropriés et résistants face aux catastrophes naturelles doivent être indissociablement pris en compte. Alors que de nombreux débats ont abouti sur la valorisation des savoirs vernaculaires, à renforcer les identités culturelles, il est par ailleurs nécessaire de prendre en compte le fait que les pratiques et les matériaux de construction ne sont pas les mêmes selon les régions du Salvador. Aussi, la construction en terre peut être synonyme de ruralité et poser des problèmes à terme en certaines zones.

Enfin, la médiatisation des images de l'éboulement de terrain sur le quartier de "Las Colinas" ont mis un peu plus en évidence l'obligation de reconstruire dans le cadre de plans prenant en compte les risques naturels et plus largement le contrôle des processus d'urbanisation. L'élaboration de tels documents de planification peuvent par ailleurs représenter une opportunité pour promouvoir le citoyen en le faisant participer au processus dans ce pays où le terme de "planification participative" est souvent repris dans le milieu ONG. Au regard de ce premier diagnostic et parce que l'habitat n'est pas un simple produit de consommation, une

---

"unité d'habitation", l'un des enjeux sera de construire une stratégie de l'habitat, dans le sens le plus intégral du terme, alliant le court et le long terme. Ainsi, dans quelle mesure la construction en terre, solution peu onéreuse et avantageuse sur de nombreux points, est-elle pertinente ? Comment une ONG peut-elle s'insérer dans un processus d'amélioration de l'habitat ? Comment créer des mécanismes de communication favorisant les transferts de compétences dans des projets d'autoconstruction ? Comment une ONG peut-elle s'impliquer dans un modèle de planification participative à l'échelle d'un quartier tout en restant cohérent avec une vision stratégique de la ville voire de l'agglomération ? Ce sont là des questions parmi tant d'autres qu'il s'agira d'étudier à la fois en France et sur le terrain afin de répondre à l'exigence de qualité que ce projet sous-tend.

### ***La santé et le secteur social.***

Les séismes de ce début d'année ont causé 159 morts et 8 000 blessés[6]. Outre les actions d'urgence qui ont alors été mises en place pour parer au plus pressé, l'impact des séismes sur la santé des populations se situe aujourd'hui à plusieurs niveaux :

- En premier lieu, les superstructures ont été durement touchées. 23 hôpitaux et 121 unités de santé ont été détruits.
- L'endommagement des réseaux d'eau et d'assainissements constitue un risque dans l'apparition de pathologies liées à l'eau...
- En second lieu, les regroupements de population actuels, dans des abris temporaires, présentent de graves vulnérabilités face à l'arrivée de la saison des pluies. Si les tremblements de terre n'ont pas eu d'impact direct en terme épidémiologique, ces derniers éléments constituent des risques réels liés notamment à l'assainissement.
- Enfin, la récurrence des séismes ou les secousses quasi incessantes a un impact direct sur le stress ou même la santé mentale des habitants.

Tout d'abord, s'il importe aux ONG de connaître comment la communauté internationale de l'aide s'insère dans le système de veille épidémiologique ou comment elle en stimule la création à certains niveaux régionaux, diverses questions spécifiques au contexte peuvent se poser : Suite à l'ouragan Mitch, il était apparu clairement que les couches sociales les plus défavorisées avaient été les plus touchées, ce qui avait permis de dire que « les vulnérabilités structurelles désignent les victimes des catastrophes naturelles ». Sachant par exemple, que les constructions « en dur » sont les plus dangereuses pour la population lors d'un tremblement de terre, cette conclusion est-elle toujours pertinente dans le cadre des séismes du Salvador ? Beaucoup d'ONG internationales présentes lors de la phase d'urgence ont, au départ, une vocation médicale. A un moment où le gouvernement salvadorien voulait s'engager vers une privatisation du secteur santé, la reconstruction de ce secteur posera des questions cruciales. Comment se positionner vis à vis de ces directives politiques et quelle politique de pérennisation des centres reconstruits mettre en place ? De même, parmi les ONG locales, se reflète une proportion importante d'organisations et de cadres issus du milieu médical. S'intéresser à leurs pratiques paraît essentiel pour avoir une vision intégrale du processus de reconstruction. Enfin, la « santé mentale » est de plus en plus invoquée dans les programmes de l'aide internationale sans pour autant bénéficier d'une réelle connaissance. : simple

---

phénomène de mode ou réel enjeu ? Ils sont au moins doubles : Quelle est la portée réelle des situations de stress post-traumatiques ? Lorsque se confondent problèmes sociétaux et situations de crise, délimiter les contours des actions de soutien psychologique peut devenir une avancée dans le développement social. C'est ce qui a été observé au Nicaragua après l'ouragan Mitch où l'« attention psychologique » a permis à de nombreuses femmes de verbaliser les situations de violence intra familiales, bien sûr pré-existantes à l'événement aigu, mais aggravées, voire renforcées par la promiscuité et la pauvreté. Ils ont mis à jour le lien entre « problèmes de santé » et problèmes « sociaux » incitant à mettre en place des politiques socio sanitaires, notamment pour les jeunes filles et les femmes.

C'est dans ce cadre là qu'il apparaît important de ne pas oublier dans nos préoccupations la question de l'éducation. La destruction des écoles et la mobilisation des parents sur les enjeux de reconstruction de l'habitat et de la survie économique de la famille laissent souvent les enfants seuls et sans structure d'accueil. Les cycles scolaires, gelés lors de la catastrophe naturelle, ont du mal à reprendre, entraînant fréquemment des retards et de grandes démobilisations des élèves et des enseignants. Tout ou partie des matériels scolaires individuels et collectifs a aussi souvent été perdu. Comment en remettre à disposition ?

### ***Sécurité alimentaire et économique***

Dans ces situations de crise aiguë, l'accès à l'alimentation est souvent difficile pendant une période relativement courte juste après l'épisode cataclysmique. Le retour à une situation de sécurité alimentaire plus normale peut prendre plus ou moins de temps en fonction de plusieurs facteurs :

- l'aide d'urgence aura-t-elle créé des dépendances ?
- les dynamiques de relance agricole sont-elles réactivées rapidement ? (l'aide internationale y joue-t-elle un rôle ?)
- l'accès à des bassins d'emploi est-il possible dans les zones urbaines touchées par la catastrophe ?
- les marchés se remettent-ils rapidement à fonctionner (état des approvisionnements, surcoût des acheminements en lien avec la dégradation des infrastructures de transport, etc.).

Il importera de prendre la mesure des problèmes dans ce secteur et de voir comment la mobilisation des acteurs locaux et la réponse internationale supportent-elles ou au contraire entravent-elles ces dynamiques de reprise. Ceci passera notamment par une analyse des systèmes agraires et des mécanismes économiques aux niveaux « micro-économique » (budgets familiaux) et « meso-économique » (fonctionnement des marchés, mouvements migratoires économiques, marché de l'emploi).

### **Les axes transversaux :**

#### ***Coordination et participation communautaire au service de la maîtrise d'ouvrage***

La « participation communautaire » fait partie des "buzz words" (mots à la mode) qui reviennent de façon récurrente dans les projets de nombreux acteurs au Salvador (ONG

locales et internationales, institutions publiques et para-publiques). Pierre angulaire de l'action, c'est à la fois un enjeu, une méthode et une conditionnalité omniprésente dans le processus de reconstruction. Par ailleurs, ce terme assez peu précis peut recouvrir la simple consultation, l'apport de main d'œuvre de la population mais aussi, à l'opposé, la création de réels modèles intégrant les organisations de base dans la gestion urbaine. Apporter un contenu et des contours plus précis à ce référent central semble donc nécessaire afin d'analyser les actions entreprises au Salvador.

Nous l'avons souligné lors de l'étude post-Mitch, la mise en place de mécanismes de coordination entre les acteurs apparaît comme un objectif tout à fait honorable et pertinent, même si l'histoire se complique lorsque l'on considère les enjeux qui interfèrent ce genre de bonne résolution. Les enjeux politiques et économiques véhiculés par l'aide internationale étant souvent une entrave à la cohésion des acteurs et à la possibilité d'influer, voire de pousser à une certaine conditionnalité de l'aide. Même si les ONG savent ponctuellement se coordonner pour demander l'accélération du processus de décentralisation politique du pays<sup>7</sup>[7], au niveau local, les municipalités se retrouvent généralement écartées et dépassées par la reconstruction dans le territoire sur lequel elles exercent un certain nombre de compétences<sup>8</sup>[8] parce que les ONG ne travaillent pas dans un souci de coordination et d'harmonisation.

Ainsi, il semble pertinent d'associer conjointement la participation et la coordination dans le travail de réflexion, tant les deux termes semblent organiquement liés. En effet, les différentes communautés qui composent le Salvador ne peuvent se contenter de traiter les problèmes (notamment ceux du développement) qu'à l'échelle qui est la leur (la *colonia*, le hameau ou le village) car les causes des problèmes se situent à une toute autre échelle. Les communautés ont donc tout à fait l'intérêt de travailler au mieux en coordination, voire en partenariat, pour agir de façon intégrale sur une entité territoriale cohérente (le canton, le municipe, l'agglomération ou la région) sur laquelle elles vivent. Quant aux ONG, qui construisent des projets de nature « participative » pour ces mêmes communautés, elles ne peuvent faire l'impasse sur la question de la coordination si elles veulent initier de nouvelles formes de développement sur un territoire cohérent. Aussi, la coordination et l'harmonisation de leurs méthodes et de leurs exigences en terme de participation doit être prises en compte.

A partir de ces premiers éléments, certaines questions se posent pour les ONG désireuses d'initier de nouvelles formes de développement à partir de cette situation de crise et d'urgence : est-il possible d'imager une politique de mise en œuvre de partenariats qui renforcerait les acteurs de l'humanitaire et du développement ? Faut-il systématiquement associer les pouvoirs locaux dans la maîtrise d'ouvrage des projets ? Comment dépasser les clivages culturels et méthodologiques entre des ONG présentes dans une même municipalité afin de d'améliorer la cohérence des projets au niveau local ? Quel degré de participation de la population et sous quelle forme l'exiger ? Faut-il harmoniser et coordonner ces pratiques participatives entre des ONG présentes au sein d'un même territoire ?

### ***De la gratuité à l'auto-prise en charge***

Le passage de la gratuité au recouvrement des coûts est un sujet complexe et délicat, à la charnière difficile et souvent critique entre urgence et développement. Lors de notre post-

---

Mitch, les risques du « syndrome de la mendicité passive » qui risquait d'obstruer la reconstruction, avait été souligné. Si le don est nécessaire dans « l'urgence pure », une vigilance s'impose pour ne pas réduire les « victimes » à l'état de « consommateurs » et ainsi préserver la dignité de chacun.

### ***Le cycle de gestion des catastrophes et la prévention***

Les catastrophes naturelles ne frappent en général pas au hasard. Des facteurs naturels connus (études climatiques, études sismologiques, etc.) sont aggravés par l'action de l'homme. Construction sur des pentes fortes, habitats ne respectant pas un certain nombre de principes anti-sismiques ou anti-cycloniques, systèmes fonciers concentrant les paysans pauvres sur les terres les plus vulnérables, déforestation abusive, ces facteurs sont connus. Sont-ils pris en compte dans les politiques de développement dans le cadre d'une stratégie de prévention et de réduction d'impact ?

Les systèmes de préparation et d'alerte précoces seront particulièrement intéressants à étudier sur la zone de Chirilagua. (département San Miguel, au sud-est du Salvador). Ce municipe fera l'objet d'une étude spécifique puisqu'il a été durement touchée à la fois par l'ouragan Mitch en 1998 et par les séismes de 2001. Sur la base d'un travail de recherche<sup>9[9]</sup> déjà existant sur la reconstruction post-Mitch dans cette zone, il s'agira d'étudier si cette dernière a constitué une opportunité pour la gestion des séismes de 2001.

### ***L'analyse des dynamiques de déplacement des populations***

Bien avant les séismes de 2001, l'importance des dynamiques de déplacement des populations qui touchent le Salvador était déjà reconnu. Il trouve en partie son origine à la période de guerre civile et entraîna trois types de mouvements de population :

- Les déplacements des zones majeures du conflit armé (dites « zone 1 ») vers les zones de moindre intensité (zone 2 et 3). Ces mouvements de population ont entraîné un certain nombre de phénomènes : non-intégration de nouveaux migrants dans certaines communautés rurales, nouvelle urbanisation vers des zones à risques, pression foncière et déforestation accrues, etc.
  - Les migrations zones rurales vers les zones urbaines. Bien que ce phénomène se constate dans l'ensemble des pays en voie de développement, le conflit, essentiellement situé en zone rurale, a accéléré ce processus « naturel » migratoire au Salvador. Les problèmes liés au contrôle de l'urbanisation et à l'explosion démographique des pôles urbains n'ont fait que s'amplifier.
  - Les migrations Salvador vers l'Amérique du Nord (et notamment les Etats-Unis). Ce phénomène qui touche toutes les couches sociales de la population est certainement le plus difficilement contrôlable, et dont les effets indirects posent les plus grands problèmes : démobilitation des populations financièrement assistés par leurs familles expatriées, « américanisation » croissante de la société salvadorienne, importation d'une certaine forme de culture de la violence (gangs urbains), accroissement des disparités économiques au sein des communautés, etc.
-



L'ampleur des conséquences des séismes du début de l'année 2001 accélérera sans nul doute le phénomène migratoire et les nombreux effets qui en découlent. Si il semble que les migrations campagnes-villes et Salvador-Amérique du Nord risquent de constituer la majeure partie des mouvements migratoires, compte tenu des effets que les migrations induisent, l'analyse de ce phénomène semble incontournable pour les ONG désireuses de mener de réelles actions de développement. Comment une ONG, peut-elle prendre en compte ce phénomène ? Quelles actions entreprendre pour gérer ce phénomène, voire le contrecarrer ?

## METHODE

### **Une démarche en plusieurs temps :**

Ce travail d'analyse multi-sectoriel et multi-acteurs guide la démarche et les temps du projet. Il se base largement sur les expériences tirées des travaux post-Mitch, en conservant les atouts alors identifiés mais en intégrant aussi les critiques évoquées. Toutefois, un certain nombre de caractéristiques liées au contexte post-Mitch et absentes du contexte du Salvador apportent des modifications à la démarche de capitalisation.

### **Un travail de capitalisation collective :**

Cette caractéristique était apparue essentielle et originale dans la démarche post-Mitch. Elle constitue l'un des fondements du Groupe URD. Cependant, elle avait été largement facilitée par la très forte mobilisation des acteurs (tant ONG que gouvernementaux) au sein de la Task Force Mitch. Dans le cas du Salvador, la mobilisation est moindre. La première étape du projet consistera donc à mobiliser un certain nombre d'acteurs présents sur la zone puis, à partir de ce noyau d'ONG, élargir la réflexion à l'ensemble des acteurs impliqués dans la démarche Qualité.

Pour préparer les différentes étapes de travail sur le terrain, une phase de recensement, de collecte d'information et d'analyse de la documentation sera effectuée. Les problématiques retenues (*cf. supra*) seront alors discutées avec les partenaires afin d'affiner l'approche. Entre autre, il s'agira de proposer pour validation les termes de références de la mission terrain et voir dans quelle mesure il serait possible de pré-déterminer des zones où l'élaboration d'un futur projet liant ONG d'urgence et de développement pourrait se mettre en œuvre. Ceci permettrait notamment d'affiner nos diagnostics sur ces mêmes zones afin de préparer au mieux l'élaboration du projet.

### **Deux temps d'étude sur le terrain :**

Prévue pour le mois de juin, une première mission interdisciplinaire devra permettre d'analyser sur une gamme diversifiée de situations à partir des divers points retenus lors de l'étape précédente.

Un deuxième temps d'étude, de trois mois (de août à octobre), complétera et affinera nos recherches. Deux chargés de recherche étudieront, dans deux zones et deux contextes très différents du Salvador, les dynamiques Urgence- Développement. Ces études se structureront autour des axes thématiques (*cf. supra*) qui ont été défini conjointement. Les documents présentant ces deux études de cas sont en cours de préparation.

A partir de ces deux études de cas, un travail d'extrapolation sera tenté, en faisant bien attention de cerner avec prudence les limites de ce genre d'exercice.

### **Un temps de synthèse et de partage :**

Compte tenu du contexte très changeant qu'est celui du Salvador, mais aussi dans un souci de « réactivité » face à nos ONG partenaires (déjà opérationnelles au Salvador où désireuses de s'y installer), un certain nombre de recommandations orientées vers l'action seront discutées lors d'une réunion de restitution dès notre retour de mission. Un premier *draft* fera donc l'objet de débats et d'analyses dès juillet 2001. En fonction de la dynamique au sein du « groupe Salvador », du contexte mais aussi des opportunités de partenariat, la mise en œuvre d'un projet opérationnel alliant une ONG d'urgence et un ONG de développement sera envisagée. Le travail de synthèse et de partage pouvant ainsi constituer la base de ce projet opérationnel.

### Une capitalisation et diffusion :

La dernière phase du projet consistera à mettre en perspective les résultats de cette étude sur le Salvador dans le cadre plus global de la capitalisation de la gestion des catastrophes naturelles ainsi que dans le cadre du projet Qualité. Il s'agira en effet d'en dégager des outils opérationnel pour le diagnostic et l'évaluation dans le contexte de situation de sortie de crise. Le cas échéant, la diffusion des résultats sera élargie à d'autres interlocuteurs (bailleurs de fonds, acteurs politiques).

### Chronogramme

	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Recherche d'ONG partenaires	----								
Etude biblio/préparation terrain	---	---							
Entretiens auprès des ONG		--							
Elaboration doc. référent/mission		--							
Réunion 1		-							
Mission terrain			----						
td width="214" valign="top" style="width: 160.7pt; mso-border-top-alt: solid windowtext .5pt; border: 1pt solid #000000; padding-left: 3.5pt; padding-right: 3.5pt; padding-top: 0cm; padding-bottom: 0cm" bordercolor="#800080" bordercol									